

- 1 - A P
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 1er septembre 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le statut des agents de l'Administration d'Afrique annexé à l'arrêté du Régent du 20 août 1948", a donné le 22 septembre 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 1e September 1954 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, gevoegd bij het besluit van de Regent van 20 Augustus 1948", heeft de 22e September 1954 het volgend advies gegeven :

Les dispositions de l'article 6, 10°, s'inspirent de celles qui furent insérées dans le statut des agents de l'Etat par l'article 1er de l'arrêté royal du 5 février 1951 relatif à la défense de la fonction publique.

Le projet interdit en premier lieu... de se livrer à une activité qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays.

La loi du 22 mars 1940 relative à la défense des institutions nationales punissait en son article 1er, § 2 : "l'activité visant à la destruction de l'indépendance de la Belgique".

Ces termes ont été définis au cours des travaux parlementaires par le Ministre de la Justice (Annales parlement., 6 mars 1940, p.885 et 8 mars 1940, p.987), ainsi que par le rapport au Sénat (Doc. Sénat, 1939-1940, n°120). Il est normal de croire que le Gouvernement en reprenant ces termes leur a donné le sens dans lequel ils avaient été employés par le législateur.

Le projet écarte ensuite de l'administration ceux qui se sont livrés à la même activité ou qui ont adhéré ou prêté leur concours à certains mouvements, à un moment quelconque du passé : aucune garantie n'est prévue et aucun moyen de défense n'est donné au candidat suspect en ce qui concerne son admission dans le cadre colonial.

.../...

D'autre part, tel que le projet est rédigé, il interdit la nomination de toute personne qui, à un moment quelconque, se serait livrée à une activité illégale ou qui aurait adhéré ou prêté son concours à un mouvement subversif même si depuis lors l'intéressé avait fourni des preuves évidentes de loyalisme.

Ce texte permettrait à un candidat évincé de fonder un recours en annulation d'une nomination faite en violation de ces règles.

+
+ +

Le Conseil d'Etat propose en outre d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

ARRETE ROYAL MODIFIANT LE STATUT DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION D'AFRIQUE ANNEXE A L'ARRETE DU REGENT DU
20 AOUT 1948.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 8 de la loi du 18 octobre 1908
sur le gouvernement du Congo belge;

.../...

Vu le statut des agents de l'administration d'Afrique annexé à l'arrêté du Régent du 20 août 1948 et modifié notamment par les arrêtés royaux des 23 février et 27 juillet 1953, 5 et 15 mars 1954;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 4, alinéa 3, du statut des agents de l'administration d'Afrique, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1954, est remplacé par la disposition suivante :

"Tout grade comportant un traitement initial égal ou supérieur à 375.000 francs, confère la qualité de haut fonctionnaire."

Article 2.-

L'article 6 du même statut, modifié par les arrêtés royaux des 23 février 1953, 27 juillet 1953 et 5 mars 1954, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6.- Nul ne peut être nommé agent de l'administration d'Afrique, s'il ne remplit les conditions suivantes :

.../...

- 1° posséder la nationalité belge ou luxembourgeoise;
- 2° être de conduite irréprochable;
- 3° jouir des droits civils et politiques;
- 4° avoir accompli à l'armée le terme de service actif, ou se trouver dans un cas d'exemption ou de dispense prévus par la loi, ou avoir été mis à la disposition du Ministre des Colonies pour la durée des obligations de milice;

5° être âgé de 21 ans au moins et de 28 ans au plus.

Toutefois, la limite d'âge est reportée :

a) à 30 ans pour :

1. les candidats à un emploi d'une catégorie supérieure à la 4e;
2. les candidates à un emploi du cadre des infirmières;
3. les officiers de marine titulaires du brevet de lieutenant au long cours, candidats à un emploi du cadre des officiers de marine et hydrographes;

b) à 35 ans pour :

1. les bénéficiaires de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947;
2. les candidats à un emploi de médecin;
3. les candidats à un emploi de vétérinaire;
4. les ingénieurs candidats à un emploi des cadres du travail, des mines, de la géologie, des ingénieurs, des météorologues ou de l'institut géographique du Congo belge;
5. les officiers de marine titulaires du brevet de capitaine au long cours, candidats à un emploi du cadre des officiers de marine et hydrographes;

6. les fonctionnaires, agents et employés en exercice dans les administrations métropolitaines et dans les organismes visés à l'article 170 bis.

Les conditions d'âge doivent être réunies au jour de la prise en considération de la candidature, lequel est déterminé suivant les règles fixées par le Ministre des Colonies;

6° être en possession d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études, tel qu'il est fixé à l'article 7. Toutefois, pourront être nommé sous le statut les agents définitifs des administrations métropolitaines possédant les titres déterminés par le Ministre des Colonies;

7° sauf les artisans et gens de métier, les techniciens dispensés par le Ministre des Colonies et les candidats dispensés en vertu de l'article 8, avoir suivi avec succès les cours de préparation coloniale.

Pour les candidats à un emploi de la 4e catégorie, résidant au Congo belge ou au Ruanda-Urundi depuis 5 ans au moins, ces cours sont remplacés par une épreuve d'admissibilité dont les conditions sont fixées par le Gouverneur général;

8° être reconnu physiquement apte à séjourner et à occuper un emploi au Congo belge par le directeur du Centre médical colonial ou par les commissions médicales instituées dans la colonie, suivant que le recrutement a lieu en Belgique ou au Congo;

9° en ce qui concerne le personnel féminin, ne pas être engagé dans les liens du mariage;

10° ne se livrer, ni s'être livré à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution, les

.../...

lois du peuple belge ou la législation du Congo belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays, qui porte atteinte à la souveraineté de la Belgique sur le Congo belge ou qui met en danger la défense de la Belgique et du Congo belge, ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer leur sécurité, n'adhérer, ni avoir adhéré, ne prêter, ni avoir prêté son concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité du même genre."

Article 3.-

§ 1er. L'article 8, alinéa 3, du même statut modifié par l'arrêté royal du 5 mars 1954 est remplacé par la disposition suivante :

"Le Ministre des Colonies peut accorder, par arrêté motivé, dispense tant des cours de préparation coloniale que de l'épreuve d'admissibilité :

- 1° à des catégories de candidats lorsque les nécessités du service l'exigent;
- 2° à des candidats en raison de leurs titres éminents."

§ 2. L'article 8, alinéa 4, est abrogé.

Article 4.-

L'article 52, 2), du même statut est remplacé par la disposition suivante :

- " 2) la disponibilité prévue à l'article 167, 1° à 4°."

Article 5.-

L'article 80 du même statut, modifié par l'arrêté royal du 23 février 1953, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 80.- Les agents et les membres de leur famille peuvent être autorisés par le Ministre des Colonies, le Gouverneur général ou leurs délégués, à emprunter une autre voie que la voie dite nationale.

Lorsque la voie choisie est l'une des lignes aériennes belges Belgique-Congo, le coût réel du voyage est remboursé.

Dans les autres cas, et sauf les exceptions justifiées par les intérêts du service ou par l'état de santé de l'agent ou des membres de sa famille, l'intervention de la colonie se limite à l'octroi d'une somme forfaitaire à fixer par le secrétaire général de la Colonie pour les voyages ayant Léopoldville comme point de départ ou d'arrivée, et par les gouverneurs de province pour les autres voyages. Cette somme ne peut en aucun cas dépasser le coût du voyage par la voie dite nationale."

Article 6.-

L'article 82, alinéa 2, texte néerlandais, du même statut, modifié par l'arrêté royal du 23 février 1953, est remplacé par la disposition suivante :

"Onverminderd de bepalingen van het hierna volgend artikel 87, wordt dit voordeel ambtshalve onttrokken aan de leden van het gezin van het personeelslid die hiervan geen gebruik gemaakt hebben vóór het verstrijken van diens normaal verlof."

Article 7.-

* L'article 170 ter, alinéa 3, du même statut, y inséré par l'arrêté royal du 23 février 1953, est abrogé.

Article 8.-

Le tableau A, 1°, annexé au même statut, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1954, est remplacé par le texte suivant :

" 1° agents de la 1ère catégorie, appelés aussi hauts fonctionnaires :

Ce sont ceux dont le grade comporte un traitement initial égal ou supérieur à 375.000 francs."

Article 9.-

Les modifications suivantes sont apportées au tableau B, annexé au même statut et modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1954 :

1° Le cadre 1 est remplacé par le texte ci-après :

" 1. Administration supérieure du gouvernement
général et des provinces.

Gouverneur général	1.000.000 frs
Vice-gouverneur général	812.500 frs
Secrétaire général	625.000 frs
Gouverneur de province	500.000 frs
Directeur général	437.500 frs
Commissaire provincial	375.000 frs
Secrétaire provincial	325.000 frs."

2° Le traitement initial de 365.000 francs afférent aux grades d'administrateur en chef de la sûreté et de conseiller vétérinaire figurant au cadre 6 et au cadre 23, est remplacé par le traitement initial de 375.000 francs.

3° Le cadre 41, 1°, est remplacé par le texte ci-après :

" 41. Médecins.

1° Catégorie A.

Médecin en chef	437.500 frs
Médecin en chef-adjoint	375.000 frs
Médecin-inspecteur des laboratoires	375.000 frs
Médecin-inspecteur des services d'hygiène	375.000 frs
Médecin provincial	375.000 frs."

4° Le cadre 43 est remplacé par le texte ci-après :

" 43. Biologistes.

Biologiste principal	325.000 frs
Biologiste chef de section	275.000 frs
Biologiste	237.500 frs
Biologiste-assistant	187.500 frs."

5° Le cadre 46 est remplacé par le texte ci-après :

"46. Infirmières.

Infirmière-directrice (1)	237.500 frs
Infirmière-chef (1)	187.500 frs
Infirmière (1)	156.250 frs.
Infirmière assistante	125.000 frs."

6° Il est inséré un cadre 46 bis rédigé comme suit :

" 46 bis. Accoucheuses.

Accoucheuse-directrice	237.500 frs
Accoucheuse en chef	187.500 frs
Accoucheuse	156.250 frs."

.../...

(1) renvoi du projet du Gouvernement .

7° Le cadre 47 est remplacé par le texte ci-après :

"47. Force publique.

Lieutenant général	} commandant en chef (1)	} 562.500 frs
ou		
général-major		} 500.000 frs
ou		
colonel		} 437.500 frs
Colonel		375.000 frs
Lieutenant-colonel		325.000 frs
Major		275.000 frs
Capitaine (après 3 ans de grade au minimum : capitaine-comman- dant)		237.500 frs
Sous-lieutenant (après 3 ans de grade : lieutenant)		187.500 frs
Adjudant-chef		156.250 frs
Adjudant (2)		125.000 frs."

8° Le traitement initial de 415.000 francs afférent aux grades d'ingénieur-directeur général et d'ingénieur en chef-directeur général figurant au cadre 25 et au cadre 48 est remplacé par le traitement initial de 437.500 francs.

Article 10.-

Par dérogation à l'article 170 ter, alinéa 2, du même statut, y inséré par l'arrêté royal du 23 février 1953, les agents détachés à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté précité, continuent à participer à l'avancement de grade et de traitement. Toutefois, leur situation à ces points de vue ne sera régularisée qu'au moment où prendra fin leur détachement et au plus tard lors de la cessation définitive de leurs fonctions. A cet effet, il sera tenu compte du dernier

(1) et (2) renvois du projet du Gouvernement.

.../...

signalement obtenu par les intéressés avant leur détachement , ainsi que des propositions du Gouverneur général.

Article 11.-

Les articles 1er, 8 et 9 du présent arrêté sortent leurs effets le 1er juillet 1954.

Toutefois, en tant qu'il crée les nouveaux grades de biologiste principal, celui d'infirmière assistante et le nouveau cadre des accoucheuses, l'article 9, 4°, 5° et 6° sort ses effets le 1er janvier 1953. Jusqu'au 1er juillet 1954, les agents revêtus du grade de biologiste principal, d'infirmière assistante, d'accoucheuse-directrice, d'accoucheuse en chef et d'accoucheuse bénéficient respectivement d'un traitement initial de 260.000, 100.000, 190.000, 150.000 et 125.000 francs.

Les articles 7 et 10 sortent leurs effets à la même date que l'arrêté royal du 23 février 1953 modifiant le statut.

Article 12.-

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Colonies,

Voor het bepaalde in artikel 6, 10*, hebben tot voorbeeld gediend de bepalingen die in het statuut van het Rijkspersoneel zijn ingevoegd bij het koninklijk besluit van 5 Februari 1951 betreffende de verdediging van het openbaar ambt.

Het ontwerp verbiedt in de eerste plaats "zich in te laten met enige bedrijvigheid die de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid op het oog heeft".

De wet van 22 Maart 1940 betreffende de verdediging van de nationale instellingen strafte bij artikel 1, § 2, de "bedrijvigheid welke de vernietiging van België's onafhankelijkheid... nastreeft". Die termen zijn in de loop van de parlementaire voorbereiding omschreven door de Minister van Justitie (Parl. Hand. 6 Maart 1940, bl. 885, en 8 Maart 1940, bl. 987) en door het verslag aan de Senaat (Doc. Senaat 1939-1940, nr 120). Normaal kan men aannemen, dat de Regering die termen overneemt in de betekenis waarin de wetgever ze had gebruikt.

Het ontwerp ontzegt voorts de toegang tot het bestuur in Afrika aan hen die zich met zodanige bedrijvigheid hebben ingelaten of die toegetreden zijn tot, of hun medehulp verleend hebben aan sommige bewegingen, zulks te eniger tijd in het verleden : geen enkele waarborg wordt in het vooruitzicht gesteld en de verdachte kandidaat beschikt over geen enkel verdedigingsmiddel wat betreft zijn toelating tot het koloniale kader.

.../...

De gegeven tekst van het ontwerp verbiedt ook de benoeming van enige persoon die, wanneer ook, zich met een onwettige bedrijvigheid zou hebben ingelaten of zou zijn toegetreden tot, dan wel zijn medehulp zou hebben verleend aan een oproerige beweging, zelfs al had de betrokkene sindsdien duidelijke bewijzen van loyalisme geleverd.

Deze tekst zou een afgewezen kandidaat in staat stellen, een beroep in te dienen tot nietigverklaring van een met overtreding van die regelen gedane benoeming.

+
+ +

De Raad van State stelt bovendien voor, in het ontwerp een aantal vormwijzigingen op te nemen; zij blijken uit de onderstaande tekst :

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE WIJZIGING VAN HET STATUUT VAN
HET BESTUURSPERSONEEL IN AFRIKA, GEVOEGD BIJ HET BESLUIT VAN
DE REGENT VAN 20 AUGUSTUS 1948.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op artikel 8 van de wet van 18 October 1908
op het gouvernement van Belgisch-Congo;

.../...

Gelet op het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, gevoegd bij het besluit van de Regent van 20 Augustus 1948, gewijzigd namelijk bij de koninklijke besluiten van 23 Februari en 27 Juli 1953, 5 en 15 Maart 1954;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 4, derde lid, van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 Maart 1954, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Iedere graad waaraan een beginwedde van 375.000 frank of meer is verbonden, verleent de hoedanigheid van hoge ambtenaar."

Artikel 2.-

Artikel 6 van hetzelfde statuut, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 Februari 1953, 27 Juli 1953 en 5 Maart 1954, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 6.- Niemand kan tot lid van het bestuurspersoneel in Afrika benoemd worden, tenzij hij de volgende voorwaarden vervult :

.../...

- 1° de Belgische of Luxemburgse nationaliteit bezitten;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° de burgerlijke en politieke rechten bezitten;
- 4° bij het leger de werkelijke dienst volbracht hebben, of in een bij de wet bepaald geval van vrijstelling of vrijlating verkeren, of voor de duur van de dienstplicht ter beschikking van de Minister van Koloniën gesteld geweest zijn;
- 5° ten minste 21 jaar en ten hoogste 28 jaar oud zijn.
Echter wordt de leeftijdsgrens gebracht :
 - a) op 30 jaar voor :
 1. de kandidaten voor een betrekking van een hogere categorie dan de vierde;
 2. de kandidaten ziekenverpleegsters;
 3. de marineofficieren die houder zijn van het brevet van luitenant voor de grote vaart en kandidaat zijn voor een betrekking in het kader van de marineofficieren en hydrografen;
 - b) op 35 jaar voor :
 1. de gerechtigden van de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947;
 2. de kandidaten voor een betrekking van geneesheer;
 3. de kandidaten voor een betrekking van dierenarts;
 4. de ingenieurs die kandidaat zijn voor een betrekking in het kader van de arbeid, de mijnen, de aardkunde, de ingenieurs, de meteorologen of het geographisch instituut van Belgisch-Congo;

.../...

5. de marineofficiëren die houder zijn van het brevet van kapitein voor de grote vaart en candidaat zijn voor een betrekking in het kader van de marineofficiëren en hydrographen;

6. de ambtenaren, beambten en bedienden in dienst bij de besturen in het moederland of de in artikel 170 bis bedoelde instellingen.

Aan de vereisten inzake leeftijd moet voldaan zijn op de dag dat de candidatuur in aanmerking wordt genomen; die dag wordt bepaald volgens de regelen door de Minister van Koloniën vastgesteld;

6° in het bezit zijn van een diploma of een getuigschrift van volledige studiën, als in artikel 7 bepaald. Echter kunnen onder het statuut benoemd worden de vastaangestelde leden van de besturen in het moederland die de door de Minister van Koloniën bepaalde titels bezitten;

7° behoudens de ambachts- en vaklieden, de door de Minister van Koloniën vrijgestelde technici en de krachtens artikel 8 vrijgestelde kandidaten, met goede uitslag de cursussen voor koloniale voorbereiding hebben gevolgd.

Voor de kandidaten voor een betrekking tot de 4de categorie, die sinds ten minste 5 jaar in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi verblijven, worden deze cursussen vervangen door een toelatingsexamen waarvan de voorwaarden door de Gouverneur-generaal worden vastgesteld;

8° tot het verblijf en het bekleden van een betrekking in Belgisch-Congo lichamelijk geschikt bevonden zijn door de directeur van het Koloniaal Geneeskundig Centrum of door de in de Kolonie ingestelde geneeskundige commissies, naargelang de werving in België of in Congo plaats heeft;

.../...

- 9° wat het vrouwelijk personeel betreft, niet door de huwelijksband verbonden zijn;
- 10° zich niet inlaten of zich niet ingelaten hebben met enige bedrijvigheid die in strijd is met de Grondwet, de wetten van het Belgische volk of de wetgeving van Belgisch-Congo, die de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid op het oog heeft, die inbreuk pleegt op de souvereiniteit van België over Belgisch-Congo of die de verdediging van België en van Belgisch-Congo of de uitvoering van de verbintenissen van België, strekkend tot het verzekeren van hun veiligheid, in gevaar brengt, niet toetreden noch toegetreden zijn tot, noch zijn medehulp verlenen of verleend hebben aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een bedrijvigheid van dezelfde aard."

Artikel 3.-

§ 1. Artikel 8, derde lid, van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 Maart 1954, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Minister van Koloniën kan, bij een met redenen omkleed besluit, vrijstelling toestaan zowel van de cursussen voor koloniale voorbereiding als van het toelatingsexamen :

- 1° aan categorieën van kandidaten wanneer de behoeften van de dienst het vereisen;
- 2° aan kandidaten ter wille van hun uitstekende titels."

§ 2. Artikel 8, laatste lid, wordt opgeheven.

.../...

Artikel 4.-

Artikel 52, 2 , van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2) de disponibiliteit bepaald bij artikel 167, 1° tot 4°;".

Artikel 5.-

Artikel 80 van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 80.- De beambten en de leden van hun gezin kunnen van de Minister van Koloniën, van de Gouverneur-generaal of van dezer gemachtigden de toelating krijgen om een andere dan de zogenaamde nationale weg te nemen.

Wanneer een Belgische luchtvaartlijn België-Congo wordt genomen, worden de werkelijke kosten van de reis terugbetaald.

In de andere gevallen en behoudens uitzonderingen die door de belangen van de dienst of door de gezondheids-toestand van het personeelslid of van de leden van zijn gezin worden gerechtvaardigd, is de bijdrage van de Kolonie beperkt tot het toekennen van een forfaitair bedrag, door de secretaris-generaal van de Kolonie te bepalen voor de reizen van of naar Leopoldstad, en door de provinciegouverneurs voor de andere reizen. Dit bedrag mag in geen geval hoger zijn dan de kosten van de reis over de nationale weg."

.../...

Artikel 6.-

Artikel 82, tweede lid, van de Nederlandse tekst van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Onverminderd de bepalingen van het hierna volgend artikel 87, wordt dit voordeel ambtshalve onttrokken aan de leden van het gezin van het personeelslid die hiervan geen gebruik gemaakt hebben vóór het verstrijken van diens normaal verlof."

Artikel 7.-

Artikel 170 ter, derde lid, van hetzelfde statuut, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953, wordt opgeheven.

Artikel 8.-

Tabel A, 1°, bij hetzelfde statuut gevoegd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 Maart 1954, wordt door de volgende tekst vervangen :

" 1° Beambten van de eerste categorie, ook hoge ambtenaren genoemd :

Het zijn die aan wier graad een beginwedde van 375.000 frank of meer is verbonden."

.../...

Artikel 9.-

Aan tabel B, bij hetzelfde statuut gevoegd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 Maart 1954, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Kader 1 wordt door de volgende tekst vervangen :

"1. Hoofdbestuur van het Gouvernement-generaal en van de provincies.

Gouverneur-generaal	1.000.000 fr.
Vice-gouverneur-generaal	812.500 fr.
Secretaris-generaal	625.000 fr.
Provinciegouverneur	500.000 fr.
Directeur-generaal	437.500 fr.
Provinciecommissaris	375.000 fr.
Provinciesecretaris	325.000 fr."

2° De beginwedde van 365.000 frank, verbonden aan de graden van hoofdbeheerder van de veiligheidsdienst en van veterinaire adviseur, voorkomend in kader 6 en kader 23, wordt door de beginwedde van 375.000 frank vervangen.

3° Kader 41, 1°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"41. Geneesheren.

1e Categorie A.

Hoofdgeneesheer	437.500 fr.
Adjunct-hoofdgeneesheer	375.000 fr.
Geneesheer-laboratoriuminspecteur	375.000 fr.
Geneesheer-inspecteur van de gezondheidsdiensten	375.000 fr.
Provinciaal geneesheer	375.000 fr."

.../...

4° Kader 43 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"43. Biologen.

Eerstaanwezend bioloogist	325.000 fr.
Bioloogist-sectiehoofd	275.000 fr.
Bioloogist	237.500 fr.
Hulpbioloogist	187.500 fr."

5° Kader 46 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"46. Ziekenverpleegsters.

Ziekenverpleegster-bestuurster (1)	237.500 fr.
Hoofdziekenverpleegster (1)	187.500 fr.
Ziekenverpleegster (1)	156.250 fr.
Hulpziekenverpleegster	125.000 fr."

6° Een kader 46 bis wordt ingevoegd, opgesteld als volgt :

"36 bis. Vroedvrouwen.

Vroedvrouw-bestuurster	237.500 fr.
Hoofdvroedvrouw	187.500 fr.
Vroedvrouw	156.250 fr."

7° Kader 47 wordt door de volgende tekst vervangen :

"47. Weermacht.

Luitenant-generaal	} opperbevelhebber (2)	}	562.500 fr.
of			
generaal-majoor			500.000 fr.
of			
kolonel			437.500 fr.
Kolonel			375.000 fr.
Luitenant-kolonel			325.000 fr.
Majoor			275.000 fr.
Kapitein (na ten minste 3 jaar graad : kapitein-commandant)			237.500 fr.

(1) en (2) verwijzingen van het ontwerp van de Regering .

Onderluitenant (na 3 jaar graad : luitenant)	187.500 fr.
Adjudant-chef	156.250 fr.
Adjudant (1)	125.000 fr. "

8° De beginwedde van 415.000 frank verbonden aan de graden van ingenieur-directeur-generaal en van hoofdingenieur-directeur-generaal, voorkomend in kader 25 en 48, wordt door de beginwedde van 437.500 frank vervangen.

Artikel 10.-

In afwijking van artikel 170 ter, tweede lid, van hetzelfde statuut, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953, komen de op de datum van inwerkingtreding van voornoemd besluit gedetacheerde beambten verder in aanmerking voor de bevordering in graad en in wedde. Hun toestand zal evenwel uit een oogpunt van bevordering in graad en wedde eerst geregulariseerd worden op het tijdstip waarop hun detachering een einde neemt, en uiterlijk bij hun definitieve ambtsneerlegging. Hiervoor worden in aanmerking genomen de laatste beoordeling die de betrokkenen vóór hun detachering hebben verkregen alsook de voorstellen van de Gouverneur-generaal.

Artikel 11.-

De artikelen 1, 8 en 9 van dit besluit hebben uitwerking met ingang van 1 Juli 1954.

.../...

(1):verwijzing van het ontwerp van de Regering.

Voor zover het evenwel de nieuwe graden van eerst-aanwezend bioloogist en van hulpziekenverpleegster en het nieuw kader van de vroedvrouwen instelt, heeft artikel 9, 4°, 5° en 6°, uitwerking met ingang van 1 Januari 1953. Tot op 1 Juli 1954 genieten de beambten met de graad van eerstaanwezend bioloogist, hulpziekenverpleegster, vroedvrouw-bestuurster, hoofdvroedvrouw en vroedvrouw onderscheidenlijk een aanvangswedde van 260.000, 100.000, 190.000, 150.000 en 125.000 frank.

De artikelen 7 en 10 hebben uitwerking met ingang van dezelfde datum als het koninklijk besluit van 23 Februari 1953 tot wijziging van het statuut.

Artikel 12.-

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Koloniën,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS,	premier président du	président
de Heren :	Conseil d'Etat,	
	eerste-voorzitter van	voorzitter,
	de Raad van State,	
G. HOLOYE,	conseillers d'Etat,	
G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
P. COART-FRESART,	assesseurs de la section	
	de législation,	
P. ANSIAUX,	bijzitters van de afde-	
	ling wetgeving,	
G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la ver-
sion française et la version néer-
landaise a été vérifiée sous le
contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse
tekst werd nagezien onder toe-
zicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G. PIQUET.

(signé) J. SUETENS.

des Colonies.
van Koloniën.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.